



LA RÉMUNÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU SECTEUR MUNICIPAL AU QUÉBEC

Congrès spécial
Conseil provincial du secteur municipal
Par : Pierre-Guy Sylvestre
Conseiller syndical
Le 21 septembre 2015

Introduction

- Le gouvernement libéral et l'ensemble des organisations de la droite économique du Québec ont déclaré la guerre aux travailleurs et travailleuses du secteur municipal.
- Toutes les tactiques sont bonnes pour faire croire à la population ainsi qu'aux membres du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et du Conseil provincial du secteur municipal (CPSM) que leur rémunération globale est trop généreuse.

Introduction

- Le SCFP-Québec a reçu le mandat du CPSM de produire un argumentaire afin de contrer le discours démagogique de certains élus municipaux, d'éditorialistes partisans du conservatisme fiscal et d'autres groupes grassement payés pour démolir les travailleurs et travailleuses ainsi que leurs organisations syndicales.

L'Institut de la statistique du Québec

- *L'Institut informe le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés régis par une convention collective du gouvernement, des commissions scolaires, des collèges et des établissements d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine d'autre part.*

LRQ, c. I-13.011

Études sur la rémunération de l'Institut de la statistique du Québec

1. « Rémunération des salariés – État et évolution comparés », 2013 et 2014.
2. « La rémunération dans l'administration municipale », 2012.

Administration publique québécoise

- Fonction publique
 - Ministères
 - Organismes gouvernementaux
 - Fonds spéciaux
- Éducation
 - Commissions scolaires
 - Cégeps
- Santé et services sociaux
 - Agences de la santé et des services sociaux
 - Centres hospitaliers
 - Centres d'hébergement (CHSLD)
 - Centres de réadaptation
 - Centres locaux de services communautaires
 - Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse

Autres salariés québécois

- Secteur privé
 - Mines
 - Manufacturier
 - Transport et entreposage
 - Communications
 - Commerce de gros et de détail
 - Finance, assurances et immobilier
 - Services aux entreprises
 - Hébergement et restauration
 - Autres services

Autres salariés québécois

- Secteur « autre public »
 - Entreprises publiques
 1. fédérales au Québec
 2. provinciales
 3. locales
 - Administration fédérale au Québec
 - Universités
 - Administrations municipales
 - Organismes gouvernementaux de l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic

Emplois repères techniciens et employés de bureau « Administration municipale » 2013

Technicien en administration 1-2

Technicien en administration 3

Techn. documentation 1-2

Techn. laboratoire 1-2

Technicien en droit 1-2

Technicien génie 1-2

Technicien génie 3

Techn. informatique 1-2

Technicien en loisir 1-2

Techn. hygiène du trav. 1-2

Préposé photocopie 2

Magasinier 1

Magasinier 2

Personnel soutien adm. 1

Personnel soutien adm. 2

Personnel soutien adm. 3

Personnel secrétariat 1

Personnel secrétariat 2

Préposé aux renseignements. 2

Téléphoniste-récept. 2

Acheteur 2

Emplois repères employés de service et ouvriers « Administration municipale » 2013

Concierge

Journalier/préposé terr. 2

Préposé entretien lourd 2

Ouvrier entret. mainten. 2

Conducteur véh. lourds 2

Électricien entretien 2

Mécanicien véh. motor. 2

Mécanicien entret. Millwright 2

Menuisier entretien 2

Ouvrier cert. entretien 2

Peintre entretien 2

Conducteur d'équip. lourds 2

Écarts de rémunération globale entre l'administration publique québécoise et l'administration municipale en %

Emplois repères	Écarts
Technicien en administration 1-2	-38,3
Technicien en administration 3	-37,8
Techn. documentation 1-2	-28,2
Techn. laboratoire 1-2	-25
Technicien en droit 1-2	-34,6

Écarts de rémunération globale entre l'administration publique québécoise et l'administration municipale en %

Emplois repères	Écarts
Technicien génie 1-2	-54,3
Technicien génie 3	-36,4
Techn. informatique 1-2	-42,6
Technicien en loisir 1-2	-45,1
Techn. hygiène du trav. 1-2	-52,5

Écarts de rémunération globale entre l'administration publique québécoise et l'administration municipale en %

Emplois repères	Écarts
Préposé photocopie 2	-43,9
Magasinier 1	-49,7
Magasinier 2	-38,3
Personnel soutien adm. 1	-43
Personnel soutien adm. 2	-34,7

Écarts de rémunération globale entre l'administration publique québécoise et l'administration municipale en %

Emplois repères	Écarts
Personnel soutien adm. 3	-44,1
Personnel secrétariat 1	-35,8
Personnel secrétariat 2	-41,1
Préposé aux renseignements. 2	-59,8
Téléphoniste-récept. 2	-21,9

Écarts de rémunération globale entre l'administration publique québécoise et l'administration municipale en %

Emplois repères	Écarts
Acheteur 2	-26,7
Concierge	-34,7
Journalier/préposé terr. 2	-56,9
Préposé entretien lourd 2	-46,1
Ouvrier entret. mainten. 2	-53,4

Écarts de rémunération globale entre l'administration publique québécoise et l'administration municipale en %

Emplois repères	Écarts
Conducteur véh. lourds 2	-37,1
Électricien entretien 2	-71
Mécanicien véh. motor. 2	-35,8
Mécanicien entret. Millwright 2	-25,5
Menuisier entretien 2	-43,9

Écarts de rémunération globale entre l'administration publique québécoise et l'administration municipale en %

Emplois repères	Écarts
Ouvrier cert. entretien 2	-63,1
Peintre entretien 2	-39,4
Conducteur d'équip. lourds 2	-47,9
MOYENNE (incluant professionnels)	-37,9

« Rémunération des salariés – État et évolution comparés »

- L'ISQ établit donc que les employés de l'administration publique québécoise sont moins bien payés que le secteur municipal.
- Les comparaisons avec les autres secteurs montrent également des retards.

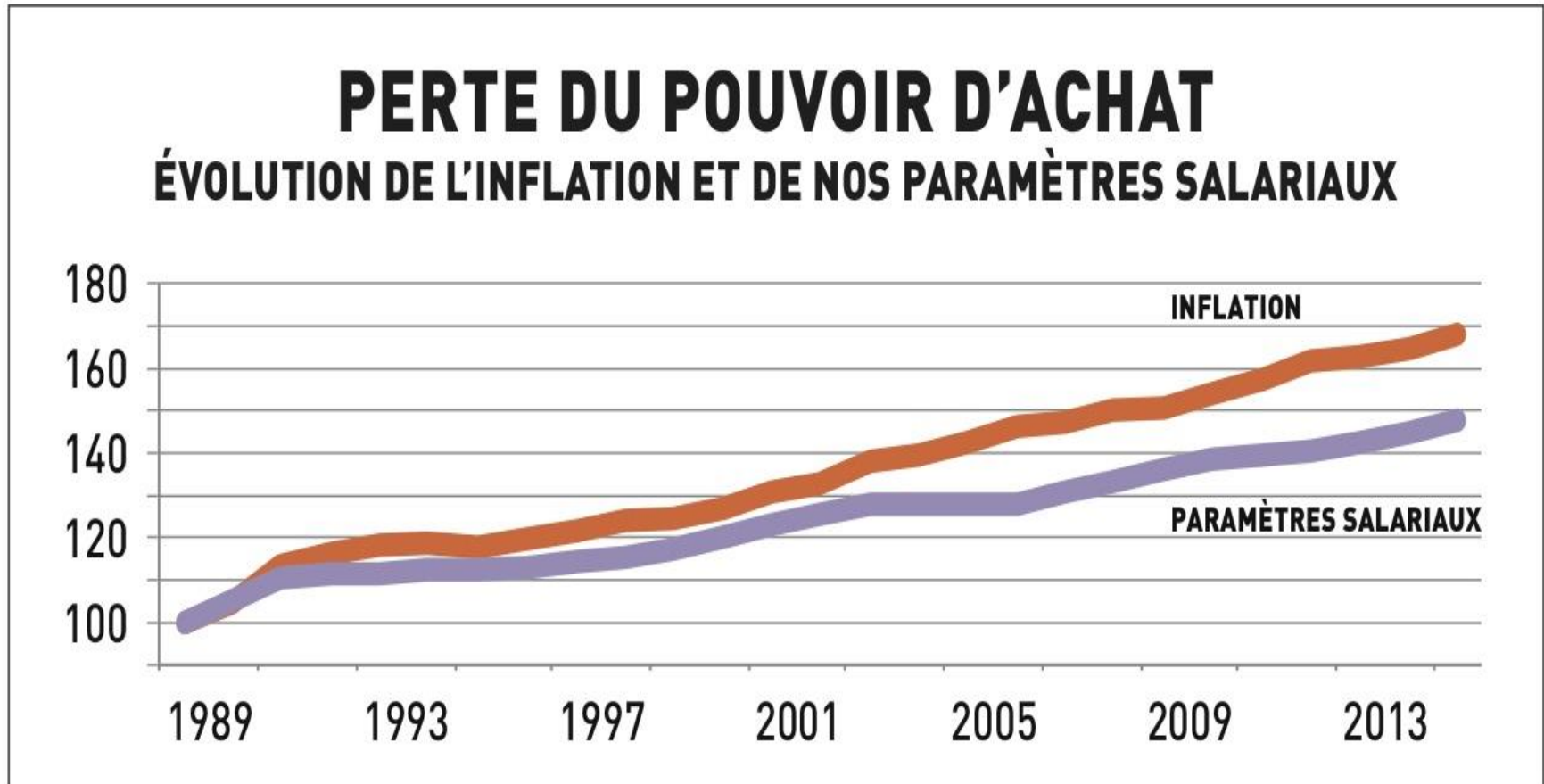
« Rémunération des salariés – État et évolution comparés »

- Comme aucune comparaison n'est possible d'un point de vue statistique entre les secteurs, toute manipulation incorrecte de ces statistiques à des fins politiques ne peut être considérée comme rigoureuse et scientifique.

« Rémunération des salariés – État et évolution comparés »

- Le gouvernement a décrété par le passé les conditions de travail de ses employés, alors même que la croissance économique a été positive dans les 30 dernières années.
- Si on compare la hausse du salaire nominal des employés de l'administration publique québécoise à la hausse du coût de la vie, on constate qu'il y a eu un recul important depuis les 15 dernières années.

« Rémunération des salariés – État et évolution comparés » - Front commun



Autres secteurs

- Comparer le secteur municipal aux « autres secteurs » est une tâche difficile.
- Certains retard par rapport aux entreprises privées:
 - Informatique
 - Agents techniques
 - CCQ
- Il faut comparer le secteur municipal avec lui-même.

Salaires horaires moyens et rémunération globale par heure travaillée, municipalités de 25 000 habitants et plus

Code	Titre d'emploi	Salaire horaire	Rémunération globale
1221	Agents d'administration	31,10 \$	52,15 \$
1225	Agents aux achats	31,61 \$	51,88 \$
1231	Teneurs de livres	28,04 \$	44,02 \$
1241	Secrétaires (sauf domaines juridique et médical)	24,86 \$	41,26 \$

Salaires horaires moyens et rémunération globale par heure travaillée, municipalités de 25 000 habitants et plus

Code	Titre d'emploi	Salaire horaire	Rémunération globale
5254	Animateurs et responsables de programmes de sports, de loisirs et de conditionnement physique	29,44 \$	46,64 \$
6261	Policier (sauf cadres supérieurs)	36,94 \$	60,09 \$
6262	Pompier	29,28 \$	48,02 \$

Salaires horaires moyens et rémunération globale par heure travaillée, municipalités de 25 000 habitants et plus

Code	Titre d'emploi	Salaire horaire	Rémunération globale
7241	Électriciens (sauf électriciens industriels et de réseaux électriques)	27,70 \$	47,08 \$
7312	Mécaniciens d'équipement lourd	25,44 \$	39,86 \$
7321	Mécaniciens et réparateurs de véhicules automobiles, de camions et d'autobus	27,79 \$	48,65 \$

Études *ad hoc*

- Il est possible de demander à l'ISQ de mener des études spécifiques sur la rémunération.
- Le secteur universitaire avait déjà mandaté l'Institut pour une étude sur la rémunération des ouvriers spécialisés.
- Preuve que les comparaisons peu rigoureuses qui sont faites par les groupes de droite et certains maires ou directeurs peu scrupuleux du Québec ne tiennent pas la route.

UMQ-CCH, JYP et associés

- Les parties patronales des villes et municipalités du Québec ont la possibilité de recourir à différentes ressources afin de se donner des repères sur la rémunération de cadres et des salariés des Villes au Québec.
- « Études sur la rémunération des salariés des municipalités de petites tailles », JYP et associés
- Service du « Carrefour du capital humain » de l'UMQ

Centre sur la productivité et la prospérité - Palmarès des municipalités

- N'est pas une étude en soi puisqu'il s'agit de tableaux provenant de documents déjà publics.
- De 2012 à 2013, la rémunération globale des cols bleus de Montréal aurait diminué.
- Châteauguay: les cadres, les cols bleus et les cols blancs, gagneraient exactement le même salaire.

Centre sur la productivité et la prospérité - Palmarès des municipalités

- Pour les dépenses municipales, il est étonnant que le CPP ne fasse pas mention des nombreux contrats qui sont donnés au privé et qui sont, de l'avis du SCFP, une des raisons pour lesquelles les dépenses des municipalités augmentent plus rapidement que l'inflation.

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

- Recherche, par tous les moyens, à diminuer le plus possible les taxes, les impôts, les salaires et les avantages sociaux afin de permettre aux entreprises privées de diminuer leurs coûts et ainsi faire plus de profits.
- N'a aucun intérêt à protéger les contribuables.

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

- En diminuant les salaires des employés du public de 18% à 37%, les contribuables économiseraient autour de 20 milliards de dollars.
- En réalité: l'impact sur la consommation des agents économiques serait important et la production diminuerait fort probablement, affectant en particulier les entreprises privées de petites et moyennes tailles.

Impact économique d'une diminution de salaire de 15%

Variables	Scénario 1	Scénario 2	Impact
Salaire brut	50 000,00 \$	42 500,00 \$	(7 500,00) \$
Salaire net	35 000,00 \$	29 750,00 \$	(5 250,00) \$
n	2 857	2 857	-
Dépense totale	100 000 000,00 \$	85 000 000,00 \$	(15 000 000,00) \$
Salariés	813	691	-122
PIB	65 293 000,00 \$	55 499 050,00 \$	(9 793 950,00) \$

Conclusion

- Plusieurs instituts de recherche, certains rigoureux, d'autres beaucoup moins, se penchent depuis des années sur les comparaisons salariales.
- Les médias amalgament fréquemment des résultats qui ne sont pas compatibles et récupèrent, sans aucunes vérifications préalables, les analyses des employeurs des villes et municipalités du Québec.

Conclusion

- L'économie du ruissellement (*trickle down economics*) est une théorie qui ne tient pas la route et qui est même dénoncée par des économistes notoires.
- La véritable production de biens et de services est faite par les travailleurs et travailleuses et notre nation est toujours plus riche, année après année, même si la croissance est plus faible que certains pays d'Asie.

ET ON LEUR A

DIT



**LA RICHESSE VA
REDESCENDRE!**